

## En Espagne, le retour des expatriés économiques

Ils sont diplômés mais ils sont arrivés sur le marché du travail au pire moment. Partis chercher un emploi à l'étranger, des Espagnols font maintenant le chemin inverse.

Madrid.  
De notre correspondant

« **Je veux revenir.** » Ce message émane d'expatriés, souvent diplômés, ayant quitté le pays en pleine crise économique.

Avant son départ, Antonio Cuesta, parti à Londres en 2013, travaillait « **comme guide touristique, professeur... Des petits boulots éloignés de ce que j'avais étudié.** » En Angleterre, l'Andalou de 36 ans trouve un poste d'ingénieur. Il se décide à rentrer en 2017. Après des années d'expatriation, revenir n'est pas aisé. C'est là qu'intervient Volvemos, (« Nous revenons »), une plateforme créée en 2016 qui facilite le retour de « talents ».

« **On les met en relation avec les entreprises, on les aide à mettre en avant leur expérience** », détaille

Sebastien Sanz, l'un des trois fondateurs. « **Sans parler des coups de pouce pour la logistique, le déménagement...** », poursuit le Français.

« **Un effet Brexit** »

Des programmes locaux d'aide au retour, impulsés par Volvemos, se développent à Valladolid ou à Cordoue. Avec des financements municipaux, ils tentent de compenser l'absence de politique du gouvernement.

« **On se sent oubliés** », déplore Silvia Gallardo Martín, qui reviendra en janvier à Madrid après six ans passés à Hambourg. À 29 ans, cette responsable des ventes dans une entreprise d'alimentation veut « **se rapprocher de sa famille** ». Elle était restée en Allemagne après son échange Erasmus, en 2012, sachant qu'elle n'aurait « **pas d'opportunités à cause de la crise** ».



Antonio Cuesta a passé quatre ans à Londres.

Selon l'Institut national des statistiques (INE), 62 000 Espagnols sont revenus au pays en 2016, le double de 2012. Impossible, cependant, de connaître le nombre exact de ces exilés. Jean-Michel Jassin, le fondateur

de CGE, une société de conseil et de développement d'entreprise basée à Madrid, a embauché trois anciens expatriés. Dont Antonio Cuesta. Le chef d'entreprise de 53 ans apprécie « **leurs compétences quand il faut évoluer dans un environnement international** ». Il prévoit bientôt « **d'en recruter deux de plus** ».

« **Le futur en Espagne est moins noir qu'en 2013** », estime Antonio Cuesta, même si des secteurs restent bouchés. « **Il est plus facile pour les informaticiens et les commerciaux de trouver du travail que pour les scientifiques** », observe Sebastien Sanz. Il note aussi « **un effet Brexit** ». Les Espagnols qui lui écrivent, viennent du Royaume-Uni, d'Allemagne et de France.

Baptiste LANGLOIS.

## Macron et Netanyahu ne s'entendent pas

Le président français a défendu, hier, deux États vivant côte à côte en paix. Pour lui, Israël et Palestine doivent négocier.



Benjamin Netanyahu et Emmanuel Macron, hier, à l'Élysée.

C'est ce que l'on appelle un dialogue de sourds. Emmanuel Macron appelant le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à « **des gestes courageux envers les Palestiniens** », comme le gel des colonisations, pour « **sortir de l'impasse actuelle** ».

Ce même Netanyahu répliquant que la paix ne pourra progresser que si les Palestiniens reconnaissent la réalité de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Et l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies persistant à dire que la décision du président Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël va « **aider le processus de paix** » au Proche-Orient.

De leur côté, les dirigeants musulmans et arabes affichent aussi une posture équivoque. Ils ont unanimement condamné l'annonce américaine mais aucun d'entre eux n'est allé jusqu'à rappeler son ambassadeur à Washington ou à rompre les liens diplomatiques avec les États-Unis. À croire que ces dirigeants préfèrent laisser à la rue le soin d'exprimer leur réprobation, au risque d'affrontements meurtriers en Israël et dans les territoires occupés.

Samedi, des Palestiniens sont de nouveau descendus dans les rues à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée ainsi que dans la bande de Gaza. 171 d'entre eux ont été blessés en Cisjordanie et 60 dans la bande de Gaza où deux membres du mouvement islamiste Hamas ont péri dans des raids aériens israéliens.

Dimanche, un agent de sécurité israélien a été blessé à coups de couteau par un Palestinien à Jérusalem et des violences ont éclaté à Beyrouth en marge d'une manifestation contre la reconnaissance américaine de la ville sainte en tant que capitale de l'État d'Israël.

## Donald Trump veut chasser 60 000 Haïtiens

L'administration a décidé de mettre fin à un statut migratoire qui protégeait les Haïtiens depuis le séisme de 2010. Pourtant, beaucoup ont construit leur vie aux États-Unis et ne se voient plus partir.

Washington.  
De notre correspondante

Jean est face à un ultimatum. Dans 18 mois, il devra quitter les États-Unis s'il n'a pas régularisé sa situation. Cet Haïtien de 29 ans, qui reste anonyme de peur d'être repéré par les services d'immigration, bénéficie du TPS. Ce *Temporary Protection Status*, accordé aux Haïtiens après le séisme de 2010, leur permet de travailler temporairement sur le sol américain.

Estimant que la situation sur l'île s'est améliorée, l'administration Trump vient d'y mettre fin : 60 000 Haïtiens ont jusqu'à juillet 2019 pour partir, sinon ils seront expulsés.

« **Où vont-ils travailler ?** »

Pour Jean, qui travaille à New York dans le social tout en poursuivant ses études de technicien en échographie, c'est un coup dur : « **On savait que c'était temporaire** », reconnaît-il, mais il a pris goût à ce « **pays qui offre tant d'opportunités** ».

Pour l'avocat Emmanuel Depas, qui défend des bénéficiaires du TPS, « **Haïti n'est pas prête à accueillir 60 000 personnes. Elle est toujours en train de reconstruire ses infrastructures. De plus, les bénéficiaires du TPS se sont enracinés aux États-Unis. Ils y ont développé des compétences, la plupart dans le domaine de la santé. S'ils sont forcés à retourner en Haïti, où vont-ils travailler ?** » L'avocat prédit que



Le 21 novembre, une manifestation en faveur du TPS (statut temporaire de protection) a eu lieu à New York.

beaucoup tenteront de rester, même illégalement.

« **Je n'ai pas un état d'esprit à vivre dans un pays illégalement. Mais si je dois retourner en Haïti, il n'y aura pas grand-chose à faire...** », confirme Jean, qui espère obtenir une carte verte d'ici à 2019.

Farah Larrieux, bénéficiaire du TPS qui a fait carrière dans la commu-

nication à Miami, partage ce sentiment : « **Après douze ans de vie ici, j'ai fait des plans que ce pays me permet d'exécuter. Retourner en Haïti, c'est les mettre en suspens et recommencer à zéro.** »

Elle a donc décidé de militer pour qu'une solution permanente soit gravée dans la loi : « **Je me battrais pour mes droits et pour ceux de millions**

**de gens qui sont arrivés aux États-Unis pour améliorer leur vie. On ne peut pas laisser détruire le futur de ces gens et de leurs enfants qui sont nés ici.** »

Elle est donc bien décidée à faire pression sur le Congrès pour continuer son rêve américain.

Yona HELAOUA.

## Chaud, chaud, le Sommet sur le climat

Paris accueille, à partir de mardi, le *One Planet Summit*, consacré à la finance verte, balbutiante. Les militants, eux, sont prêts.

Fin novembre 2015, quelques jours avant la Cop21, les forces de l'ordre frappent les milieux « **zadistes** », écologistes et alternatifs partout en France. Vingt-quatre militants – dont six Rennais soupçonnés d'avoir participé aux manifestations contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes – sont assignés à résidence.

Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, « **assume cette fermeté** » par anticipation. C'est la broncha chez les écologistes. Ils comptent mettre la pression sur des dirigeants du monde qui « **n'agissent pas assez vite pour endiguer le réchauffement climatique** », réagit la Coalition climat 21, collectifs d'associations.

Protester autrement

Deux ans plus tard, rebelote. Les États signataires de l'Accord se retrouvent à Paris, sans avoir fait avancer la cause climatique.

Mais les militants ont pris le temps de la réflexion pour protester autrement. Cet été, trois mouvements – Alternatiba, les Amis de la Terre et Action non violente-Cop21 – ont organisé un Camp climat, dans un petit village des Pyrénées. Pendant douze jours, six cents personnes ont cherché et testé grandeur réelle des moyens de manifester pacifique-



En marge du Sommet, les militants agissent avec humour.

ment, « **à visage découvert** », tout en marquant l'opinion publique.

« **La violence n'est jamais juste. Elle déshumanise celui qui la subit et celui qui l'exerce** », assure Jon Palais, l'altermondialiste devenu célèbre en fauchant les chaises de la BNP Paribas, en 2016. Mieux vaut mettre les rieurs de son côté, comme l'artiste danois Jens Galschiot, début novembre, à la Cop23 de Bonn. Il s'était déguisé en Donald Trump climatodéceptique, entouré d'ours polaires.

Christelle GUIBERT.

## Le monde et l'Europe en bref

### Transactions financières : pour une taxe européenne

À la veille du sommet international sur le climat organisé mardi à Paris (*lire par ailleurs*), quatre ministres français, Nicolas Hulot (Transition écologique), Jean-Yves Le Drian (Europe et Affaires étrangères), Bruno Le Maire (Économie et Finances) et Frédérique Vidal (Enseignement

supérieur et Recherche) plaident pour une taxe européenne sur les transactions financières. Cette TTF financera la lutte contre le réchauffement. La France a mis en place en 2012 une telle taxe qui rapporte annuellement de l'ordre de 1,1 milliard d'euros.

### Ukraine : Saakachvili de nouveau sous les verrous

Depuis l'arrestation, vendredi, de l'ancien président géorgien Mikheil Saakachvili, des manifestations ont lieu dans le centre de Kiev. Il avait été arrêté une première fois mardi dernier, mais ses partisans avaient réussi à le libérer en brisant les vitres

et les portes arrière du fourgon de police. Hier, un rassemblement a eu lieu dans le centre de Kiev, sur Maidan. Quelque 20 000 personnes ont demandé la libération de Saakachvili et la démission du président Porochenko.

### Le Nobel de la paix apostrophe les États nucléaires

La Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (Ican) a profité de la remise de son prix Nobel, hier, à Oslo pour exhorter les États possédant la bombe atomique à signer le Traité d'interdiction des armes nucléaires de l'Onu. Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne qui n'ont pas signé ce Traité, ont en plus, contrairement à l'usage, décidé de ne pas envoyer leur ambassadeur à la cérémonie dans la capitale norvégienne.



### L'Irak célèbre sa victoire sur l'État islamique



Un défilé militaire a eu lieu, dimanche, dans la zone verte de Bagdad, l'enclave hautement sécurisée de la capitale irakienne, pour célébrer la victoire définitive du pays contre

l'État islamique. Ce défilé faisait suite à l'annonce par le Premier ministre irakien, Haïdar al Abadi, de la défaite complète des djihadistes de Daech, qui s'étaient emparés il

y a trois ans d'un tiers de l'Irak. La journée du 10 décembre sera désormais fête nationale en Irak, a indiqué le Premier ministre.

### Californie : les incendies toujours très actifs

Si dans le sud de la Californie, les cinq feux ayant démarré depuis lundi semblaient sous contrôle, l'incendie baptisé *Thomas* n'était contenu qu'à 15 % hier et était en passe de devenir l'un des plus grands feux de forêt de l'histoire de la Californie. Il poursuivait sa progression au nord de Los Angeles, menaçant Santa Barbara.

### Neige et gel : un quart des vols annulés à Francfort

Plus de 330 vols ont été annulés et des centaines d'autres retardés, hier, à Francfort, la neige et le gel bloquant plusieurs pistes du plus important aéroport d'Allemagne. L'aéroport de Düsseldorf (ouest) a aussi fermé pendant quatre heures dans l'après-midi.

### Népal : vers une victoire de la gauche aux élections

Une coalition de gauche formée d'anciens rebelles maoïstes et de communistes semble en passe de remporter les élections législatives de jeudi au Népal. Il s'agissait du premier scrutin organisé dans le pays depuis l'abolition de la monarchie en 2008. Les résultats ne sont pas attendus avant une dizaine de jours.